

Vue d'ensemble

Quel est le traitement qui fait l'objet de l'étude ?

Traitement de données à caractère personnel dans le cadre de l'expérimentation technique d'une technologie de reconnaissance faciale en conditions réelles.

L'expérimentation a pour objet de mesurer et d'évaluer l'utilité d'une telle technologie à des fins de sécurité d'un très grand événement ouvert au public.

L'expérimentation aura lieu dans le cadre du 135ème carnaval de la ville de Nice se déroulant du 16 février au 2 mars 2019.

L'expérimentation ne sera mise en œuvre que les 16, 19 et 20 février.

2 cas d'usage seront mis en œuvre:

- Contrôle d'accès "un par un" réalisé à partir d'une caméra dédiée et indépendante et sur la base d'un fichier de photographies constitué de personnes concernées volontaires et consentantes (ci-après personnes volontaires et consentantes). Seules ces personnes seront soumises au traitement dans ce cas de figure puisqu'un premier contrôle d'accès préalable sera réalisé. Cette expérimentation sera effectuée sur une entrée dédiée et isolée non ouverte au public et réservée au personnel de la ville intervenant sur le carnaval. La caméra utilisée dans ce cas d'usage pour effectuer la reconnaissance faciale est une caméra indépendante; non rattachée au réseau de vidéo protection de la ville de Nice et mise à disposition par le sous-traitant. Elle sera reliée en réseau à une tablette qui permettra de visualiser sur place le dispositif de reconnaissance faciale en fonctionnement. Ce cas d'usage sera mené sur un créneau d'une heure pendant lequel le carnaval ne sera pas en activité, le samedi 16 février uniquement.

- Contrôle d'accès à la volée sur une entrée dédiée et déterminée du carnaval à travers de laquelle ne circuleront que des personnes qui auront été informées préalablement et qui auront accepté de participer à l'expérimentation. Cette entrée sera l'entrée n°4 située allée Résistance et Déportation. Le carnaval dispose de 5 entrées ouvertes au public. Cette entrée sera séparée en deux afin de permettre aux personnes qui ne souhaiteraient pas prendre part à l'expérimentation de disposer d'une alternative immédiate et d'emprunter une autre entrée.

Seront concernées par le traitement dans ce cas de figure les personnes volontaires et consentantes (les personnes dites d'intérêt, c'est-à-dire les personnes qui ont donné leur photo pour participer à l'expérimentation) et les personnes de passage consentantes (qui ne sont pas des personnes d'intérêt).

L'outil permettant la reconnaissance faciale dans le cadre de ce cas d'usage sera constitué d'un logiciel intégré par le CSU de la ville de Nice et travaillant sur le flux de certaines caméras (3 au total) appartenant au réseau de vidéo protection de la ville de Nice.

L'entrée sera encadrée de plusieurs panneaux de 1 mètre sur 1 mètre informant de la mise en œuvre de l'expérimentation de reconnaissance faciale.

Des caches seront mis en place sur les 3 caméras utilisées dans le cadre de ce deuxième cas d'usage afin de garantir que l'angle de vision soit strictement restreint à la zone d'accès sécurisé, à la partie de l'entrée dédiée à l'expérimentation et que ni la voie publique en dehors du carnaval, ni les personnes y circulant ne soient dans le champ de vision de ces caméras.

La partie de l'entrée dédiée à l'expérimentation est totalement isolée par des barrières ne permettant ni le passage hasardeux de personnes non consentantes et non informées ni la vision par les caméras d'autres personnes.

Les mineurs ne pourront participer à l'expérimentation et devront emprunter l'autre partie de l'entrée n°4 ou toute autre entrée du carnaval.

Des agents habilités de la police municipale seront présents sur place pour informer les personnes et les aiguiller. Ils seront également vigilants à renseigner et orienter, y compris à leur initiative, toute personne qui semblerait mineure.

Un contrôle humain systématique des matches, par un agent habilité du CSU, permet de vérifier l'absence de faux match et le cas échéant de supprimer immédiatement et définitivement les données associées à ceux-ci dans un délai maximum de 4 heures après la collecte.

Quelles sont les responsabilités liées au traitement ?

Responsable de traitement:

Ville de Nice

Direction des Sécurités et de la Police Municipale

Direction des Systèmes Numériques

Mairie de Nice- 06364 Nice cedex 4

Sous-traitant:

Sous-sous-traitant:

ANYVISION LTD, HOLON, TEL AVIV, ISRAEL

Quels sont les référentiels applicables ?

Codes de conduites approuvés : Il n'y a pas de codes de conduites applicables.

Certifications en matière de protection des données : Il n'y a pas de certifications en matière de protection des données applicables à ce jour.

Données, processus et supports**Quelles sont les données traitées ?**

Catégories de données personnelles	Durées de conservation maximum	Destinataires
<u>Données d'identification :</u> Photographie des personnes concernées volontaires et consentantes	24 heures après la fin de l'expérimentation fixée au 20 février 2019	VILLE DE NICE <u>A des fins de maintenance uniquement:</u> CONFIDENTIA, ANYVISION
<u>Données d'identification :</u> Extrait vidéo des matchs faisant apparaître les personnes concernées volontaires et consentantes (durée de 10 secondes maximum) [les personnes de passage consentantes apparaissant éventuellement sur les extraits vidéo de match sont immédiatement floutées de façon irréversible et définitive] -	24 heures après la fin de l'expérimentation fixée au 20 février 2019	VILLE DE NICE <u>A des fins de maintenance uniquement:</u> CONFIDENTIA, ANYVISION
<u>Données biométriques :</u> Signature biométrique des personnes concernées volontaires et consentantes	24 heures après la fin de l'expérimentation fixée au 20 février 2019	VILLE DE NICE <u>A des fins de maintenance uniquement:</u> CONFIDENTIA, ANYVISION
<u>Données biométriques :</u> Signature biométrique des personnes de passage consentantes	Mémoire tampon de 0,2 seconde [A l'exception des éventuels faux positifs qui seront supprimés définitivement après leur détection par le contrôle humain des match prévu, soit au plus tard 4 heures après la collecte]	VILLE DE NICE <u>A des fins de maintenance uniquement:</u> CONFIDENTIA, ANYVISION

Principes fondamentaux

Proportionnalité et nécessité

Les finalités du traitement sont-elles déterminées, explicites et légitimes ?

La finalité du traitement est l'expérimentation technique d'une technologie nouvelle de reconnaissance faciale (repérage de visages de manière dynamique) à des fins d'évaluation de l'efficacité de la technologie en matière préventive et sécuritaire dans le cadre d'un très grand événement ouvert au public et aux accès contrôlés.

Cette technologie expérimentée en conditions réelles n'a pas pour objet de rechercher et de constater des infractions pénales (pas de finalité "police-justice").

La finalité du traitement concerné est déterminée, explicite et légitime au regard des missions de service public et de sauvegarde de la sécurité publique dont est investi le responsable de traitement.

Quel(s) est(sont) les fondement(s) qui rend(ent) votre traitement licite ?

La base légale du traitement des données à caractère personnel concernant les volontaires consentants à l'expérimentation est le consentement.

Les personnes sont valablement, et de façon exhaustive, informées des conditions d'exécution du traitement, de leurs droits et recours possibles ainsi que des coordonnées du responsable de traitement.

La base légale du traitement des données à caractère personnel concernant les personnes de passage consentantes est le consentement matérialisé par la remise d'un bracelet que les personnes consentantes devront porter au poignet pour entrer dans le Carnaval..

Les personnes de passage consentantes sont informées de l'existence du traitement à l'entrée du Carnaval concernée par l'expérimentation. Cette même entrée qui sera divisée en deux permet également aux personnes ne souhaitant pas participer à l'expérimentation, de disposer sur place, d'une alternative immédiate.

Les données collectées sont-elles adéquates, pertinentes et limitées à ce qui est nécessaire au regard des finalités pour lesquelles elles sont traitées (minimisation des données) ?

Les données collectées sont strictement limitées à celles nécessaires pour effectuer l'expérimentation. Elles ont été limitées aux seules données indispensables pour permettre à la technologie de fonctionner (photographies des volontaires consentants, extrait vidéo analysé, signatures biométriques comparées).

Le principe de minimisation des données est ainsi parfaitement respecté.

Les données sont-elles exactes et tenues à jour ?

Les données sont exactes. Le délai maximum de conservation de 24 heures après la fin de l'expérimentation, qui ne s'étend que sur une période de 5 jours, implique que les données seront nécessairement à jour.

Quelle est la durée de conservation des données ?

Les données à caractère personnel concernant les personnes volontaires consentantes seront conservées pour une durée maximum de 24 heures à compter de la fin de l'expérimentation qui s'achève le mercredi 20 février 2019. Ce délai de conservation est nécessaire pour la finalité du traitement qui vise notamment à permettre d'évaluer l'efficacité de la technologie de reconnaissance faciale expérimentée.

S'agissant des données issues des images des caméras de vidéo protection de la ville de Nice, seules sont conservés les extraits de match, via le logiciel de reconnaissance faciale mis à disposition par le sous-traitant ; elles seront conservées en local par la ville de Nice sur les serveurs du CSU (en dehors du système de vidéoprotection).

Les données à caractère personnel concernant les personnes de passage consentantes sont immédiatement et définitivement supprimées après leur traitement (mémoire tampon de 0,2 seconde : le système ignore toutes les détections de visages qui ne correspondent pas aux personnes d'intérêt).

Dans le cas où le logiciel identifierait par erreur une personne volontaire consentante parmi les personnes de passage consentantes, le contrôle systématique humain des matchs par un agent habilité du CSU permettra de procéder manuellement à la suppression immédiate et définitive dans un délai maximum de 4 heures après la collecte des matchs conservés et donc des données à caractère personnel concernées (extrait vidéo et gabarit biométrique capté sur l'extrait).

Mesures protectrices des droits

Comment les personnes concernées sont-elles informées à propos du traitement ?

Les personnes volontaires consentantes sont informées à l'aide d'un formulaire d'information et de recueil de consentement qui leur est remis en main propre ou par email avant le début de l'expérimentation. (cf. Annexe 2).

Les personnes de passage consentantes sont informées à l'aide:

- de plusieurs panneaux d'information avec pictogrammes « parlants » (panneaux éclairés la nuit) de 1 mètre sur 1 mètre disposés à l'entrée du carnaval faisant l'objet de l'expérimentation
- des formulaires d'information distribués et un dispositif explicité à chacune des personnes empruntant la partie de l'entrée 4 dédiée à l'expérimentation (Cf. Annexe 3) mais également en libre accès aux caisses du carnaval et sur le site internet de carnaval.

Les informations destinées aux personnes de passage consentantes seront traduites en 4 langues : Français – Italien – Anglais – Chinois.

Si applicable, comment le consentement des personnes concernées est-il obtenu ?

Le consentement des personnes volontaires consentantes est obtenu via le formulaire de recueil de consentement (cf. Annexe 2) qu'ils devront remplir et qui seront collectés en main propre par un agent habilité du CSU en charge du projet d'expérimentation.

Le consentement des personnes de passage volontaires est matérialisé par la remise d'un bracelet qu'elles devront porter au poignet pour entrer dans le Carnaval par l'entrée faisant l'objet de l'expérimentation.

Préalablement informées des caractéristiques du traitement (remise d'un document d'information accompagné d'une explication orale des agents de police municipale sur place) et de l'alternative immédiate dont-elles disposent (entrée voisine non soumise à expérimentation), les personnes de passage volontaires consentent de manière libre et éclairée à participer à cette expérimentation. Et ce consentement se manifeste par le port d'un bracelet qu'elles auront accepté, de manière libre et éclairée, de porter.

Avant toute collecte du consentement, les personnes sont informées, notamment de l'ensemble des conditions relatives au traitement et de leurs droits et recours

Comment les personnes concernées peuvent-elles exercer leurs droit d'accès et droit à la portabilité ?

Les personnes concernées volontaires consentantes et les personnes concernées de passage consentantes peuvent exercer leurs droits d'accès et de recours auprès d'un service dédié du responsable de traitement via une adresse email dédiée à l'expérimentation.

Comment les personnes concernées peuvent-elles exercer leurs droit de rectification et droit à l'effacement (droit à l'oubli) ?

Les personnes concernées volontaires consentantes et les personnes concernées de passage consentantes peuvent exercer leurs droits d'accès et de recours auprès d'un service dédié du responsable de traitement via une adresse email dédiée à l'expérimentation.

Comment les personnes concernées peuvent-elles exercer leurs droit de limitation et droit d'opposition ?

Les personnes concernées volontaires consentantes et les personnes concernées de passage consentantes peuvent exercer leurs droits d'accès et de recours auprès d'un service dédié du responsable de traitement via une adresse email dédiée à l'expérimentation.

Les obligations des sous-traitants sont-elles clairement définies et contractualisées ?

Les obligations du sous-traitant sont définies, encadrées et contractualisées dans l'Accord de partenariat signé par les parties

En cas de transfert de données en dehors de l'Union européenne, les données sont-elles protégées de manière équivalente ?

Il n'y a pas de transfert de données en dehors de l'Union européenne.